

DÉBATS

Une conférence mal partie

TRIBUNE

Leurres de la croissance verte.

Publié le 19 juin 2012 à 13h41, mis à jour le 19 juin 2012 à 13h41 | Lecture 3 min.

La Conférence internationale de Rio sur le développement durable qui doit se tenir du 20 au 22 juin est mal partie. C'est du moins ce que semble penser Gro Harlem Brundtland, que beaucoup considèrent comme l'inventrice du développement durable. L'ex-première ministre norvégienne vient en effet de lancer un appel alarmant à propos des négociations internationales de Rio, qu'elle juge proches du naufrage.

Pour comprendre ce qui se trame au Brésil, il faut remonter au Sommet de la Terre de 1992. La première conférence de Rio avait alors permis de hisser les enjeux écologiques tout en haut de l'agenda politique international. Pointé du doigt par des ONG qui s'étaient mobilisées, le monde de l'économie et de la finance avait alors fait profil bas. Certes, on se souvient de la rébellion déclenchée par les signataires de l'appel d'Heidelberg, pour qui cette conférence marquait *"l'émergence d'une idéologie irrationnelle qui s'oppose au progrès"*.

Mais ce remue-ménage médiatique orchestré par l'industrie n'empêcha pas les chefs d'Etat de signer tous les textes de la conférence, faisant du développement durable le nouvel axe prioritaire des politiques onusiennes. Au cours des années suivantes, c'est donc à une vaste opération de démantèlement du développement durable que le monde de l'industrie s'est livré, sous l'égide du World Business Council for Sustainable Development (WBCSD). Leur objectif était de vider le concept de son contenu perturbateur. Et, en premier lieu, il s'agissait de promouvoir l'idée selon laquelle une croissance infinie est possible dans un monde aux ressources limitées.

C'est ainsi qu'une version du développement durable, dite "faible", s'est répandue dans le paysage intellectuel. Son message est clair : nul besoin de remettre en cause le productivisme puisque la technologie finira toujours par nous sortir d'affaire ! Force est de constater que cet effort de lobbying a porté ses fruits. A Johannesburg (Afrique du Sud), en 2002, le monde économique était déjà parvenu à mieux faire entendre sa voix.

Mais, en 2012, le triomphe est cette fois-ci presque total. En manoeuvrant habilement afin que l'économie verte fasse l'objet des principaux travaux préparatoires à la conférence, le WBCSD et ses alliés ont amené chaque acteur à se positionner sur le noyau dur de la problématique. C'est ainsi que les discussions achoppent aujourd'hui sur la question de la croissance - les négociateurs ne parvenant pas à s'entendre sur la nécessité ou non d'inclure cette notion dans la définition de l'économie verte.

Le débat peut sembler anodin. Il est en fait lourd de conséquences. Car, dans un monde où les ressources se raréfient, le meilleur moyen de préserver la croissance consiste à pressurer toujours davantage la nature afin d'augmenter sa productivité. C'est ainsi que les organismes génétiquement modifiés (OGM), la biologie de synthèse, le nucléaire ou encore les techniques de géo-ingénierie les plus folles pourraient un jour faire partie de l'arsenal de solutions adoubees par l'ONU au nom du

développement durable... pardon, au nom de la croissance verte !

Une utopie ?

Mais où est passée l'innovation sociale ? On l'aura compris, cette vision du développement durable centrée sur l'innovation technologique n'a qu'un but : faire perdurer un système économique fondé sur l'accumulation, la compétition et la course à la productivité. Une autre solution est pourtant envisageable : celle qui consiste non pas à essayer de verdir le productivisme... mais à en sortir ! Cela suppose une tout autre forme d'innovation : à la fois politique, économique et sociale.

Une utopie ? Peut-être. Mais une utopie très concrète. Car toutes les briques nécessaires à la construction de cet édifice existent déjà bel et bien. C'est d'ailleurs ce que montre un autre rapport des Nations unies, malheureusement très peu utilisé pour la préparation de Rio 2012 : *Visions for Change. Recommendations for Effective Policies on Sustainable Lifestyles* (UNEP, 2011).

Cet ouvrage recense une multitude de solutions qui, souvent en marge du système marchand, ont permis à des milliers de communautés à travers le monde de changer leurs modes de vie afin de rendre ceux-ci plus écologiques : autoproduction de toutes sortes, bricothèques, ressourceries, cycles agricoles courts, ateliers associatifs, coopératives de production ou de consommation, monnaies alternatives et locales...

Qu'il s'agisse de recycler, d'optimiser, de prolonger la durée de vie des produits ou de relocaliser la production, on est étonnés à la lecture de cet ouvrage par l'ingéniosité de ces "communautés créatrices". En décidant d'ignorer ce levier d'action émancipateur et en focalisant son attention sur les seules perspectives technologiques, le message envoyé par les institutions internationales aux ONG (venues en force à Rio) a au moins le mérite d'être clair : "Un autre monde... ça va pas être possible !"

Aurélien Boutaud est coauteur de *L'Empreinte écologique* (La Découverte, 2009).

Le Monde